



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SYMPOSIUM DU CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA BCEAO

(Dakar, les 5 et 6 novembre 2012)

MOT DE CLOTURE DU GOUVERNEUR

Novembre 2012

Excellence, Monsieur le Président de la République du Sénégal

Excellence, Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire

Messieurs les Premiers Ministres

Messieurs les Ministres

Messieurs les Présidents des organes et institutions de l'UEMOA

Monsieur le Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Banques Centrales

Mesdames et Messieurs les Professeurs et Chercheurs

Honorables invités

Mesdames et Messieurs,

Excellence, Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire,

Profitant de votre participation à ce stade des célébrations du cinquantenaire, je voudrais avant toute chose, souhaiter la bienvenue au nom de tous les agents de la Banque Centrale et en mon nom propre à l'ancien Gouverneur et surtout au Gouverneur Honoraire de la BCEAO.

Je voudrais aussi vous remercier d'avoir bien voulu présider la cérémonie de clôture avec votre frère et homologue le Président de la République du Sénégal, son Excellence Monsieur Macky SALL que je ne cesserai de remercier pour sa disponibilité à l'endroit de la BCEAO.

Je salue aussi particulièrement la présence remarquée de la Première Dame du Sénégal, Mme Marième Faye SALL et de la Première Dame de Côte d'Ivoire, Mme Dominique OUATTARA. Je crois chers invités que nous devrions les applaudir et même très fort.

Mesdames, vous rehaussez cette manifestation tout autant que vos époux et la Banque Centrale en est fière. Au nom de tous les invités ici présents, je vous remercie pour l'éclat que vous apportez à la cérémonie.

Chers participants à ce symposium,

Chers invités,

Mesdames et Messieurs,

Nous arrivons donc au terme de ce symposium de haut niveau sur le thème central : « Intégration monétaire et mutations du système financier international : défis et perspectives ».

Concernant les remarques conclusives que le programme m'impose de faire, vous comprenez aisément la difficulté que cela présente, pour la simple raison que les débats ont été riches, les échanges de haute portée, ce qui n'est pas étonnant vu la qualité des intervenants.

Cette rencontre qui intervient à un moment important de la vie de la BCEAO a porté sur un sujet d'une grande actualité et d'une importance majeure au regard de la conjoncture internationale actuelle.

Je tiens spécialement à remercier les intervenants qui ont su nous gratifier de réflexions de haute facture sur les problématiques qui ont été traitées.

Les échanges qui ont eu lieu lors de cette rencontre seront d'une grande utilité pour la BCEAO, dans le cadre de l'accomplissement de ses missions.

La qualité des présentations, des commentaires et des débats a permis de dégager des idées maîtresses susceptibles de contribuer à l'efficacité de l'action de la Banque Centrale.

Le premier sous-thème intitulé « **Conduite de la politique monétaire en union monétaire : défis et perspectives – cas de l'UMOA** » a permis d'échanger sur les mutations du système financier international, qui ont rendu nécessaire l'adaptation des instruments de la politique monétaire, ainsi que du dispositif de supervision et de régulation financière.

Il est relevé que le bilan de la conduite de la politique monétaire de la BCEAO est globalement positif, marqué notamment par une maîtrise de l'inflation à un niveau relativement faible. En revanche, la croissance économique demeure insuffisante et instable du fait de la forte vulnérabilité de la Zone aux chocs exogènes.

A cet égard, il a été noté que le régime de change du franc CFA et la solidarité ont protégé les pays de l'Union des conséquences de ces chocs. Toutefois, certains intervenants ont relevé que le régime de change pouvait constituer une contrainte en rapport avec le niveau du taux de change de la monnaie ancre, l'euro, lorsque celui-ci s'apprécie par rapport au dollar.

Il est également noté que les économies de l'UEMOA auront à faire face à un certain nombre de risques majeurs. Il s'agit notamment de l'hétérogénéité de la situation économique des Etats, des chocs exogènes notamment climatique et socio-politique ainsi que de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. En outre, certains participants ont noté que l'insuffisance de l'intégration du marché interbancaire se traduisait par des taux d'intérêt débiteurs élevés qui ne favorisent pas le financement de l'investissement. Ces taux sont en effet très supérieurs aux taux directeurs de la BCEAO.

Face à ces risques, les participants au symposium ont suggéré :

1. la mise en œuvre effective de la libre circulation des biens et des personnes au sein de l'UEMOA et la consolidation du marché commun ;
 2. le renforcement de la solidarité entre les Etats afin d'atténuer les effets liés à la disparité des situations économiques ;
-

3. le renforcement de la régulation prudentielle et de la supervision bancaire pour accroître la confiance entre les banques et favoriser l'approfondissement du marché interbancaire. L'objectif est d'améliorer l'efficacité des canaux de transmission de la politique monétaire et réduire le coût du crédit. Les actions qui seront engagées en vue de favoriser la baisse du coût du crédit devraient respecter le principe de la libéralisation des conditions de banque ;
4. la mise en place de règles d'endettement public mieux adaptées afin d'éviter la survenue de crises de la dette souveraine dans l'UEMOA. L'objectif est de permettre aux Etats de s'endetter de façon soutenable ;
5. la mise en œuvre des politiques budgétaires adéquates ainsi que des réformes structurelles (notamment dans les domaines des ressources humaines, de l'agriculture, de l'industrie) afin de diversifier les bases de la croissance et améliorer le potentiel de l'économie. L'objectif est d'offrir plus de marge de manœuvre à la politique monétaire et consolider la monnaie commune ;
6. la poursuite des efforts engagés par l'UMOA pour structurer et approfondir le marché financier régional. A cet effet, un vaste programme d'actions qui concerne l'ensemble du système financier, est en cours de mise en œuvre sous la conduite d'un Comité de Haut Niveau. Certaines de ces actions prévues dans ce cadre ont été évoquées au cours des débats. Il s'agit notamment de l'Agence UMOA-Titres pour l'émission des titres publics et du Fonds de stabilité financière.

Le second sous-thème intitulé « **Rôle des Banques Centrales dans le financement de l'économie : leçons de l'expérience des pays émergents** » a été l'occasion d'évoquer des actions que pourraient engager les Banques Centrales pour faciliter le financement de l'activité économique.

Il est ressorti pour les pays bénéficiant d'un boom lié aux ressources minières, la nécessité de mettre en place une architecture financière permettant de mobiliser une partie de ces ressources, en vue de la réalisation d'infrastructures de base et du lissage de la dépense

publique. Dans ce cadre, les banques centrales ont un rôle majeur à jouer, à travers la création de fonds pour les générations futures, la promotion d'institutions de capital risque, le renforcement des capacités de sélection et d'exécution des projets d'investissement publics.

Les principaux points ressortis des discussions de la deuxième session peuvent être résumés comme ci-après :

1. l'évolution importante, au cours des cinquante dernières années, du rôle des banques centrales, dont le mandat a, dans un premier temps, inclus le financement du développement. Certains participants ont noté que la stabilité des prix et la stabilité financière sont les meilleures contributions que les banques centrales peuvent apporter à l'économie. Par contre, d'autres participants ont indiqué que l'Afrique a des besoins de développement spécifiques et ses banques centrales ne devraient pas s'en tenir uniquement à la stabilité monétaire, mais viser aussi des objectifs de développement ;
 2. le nouveau contexte favorable que connaît l'Afrique subsaharienne, marqué par une croissance relativement forte dans une économie mondiale en ralentissement, en rapport avec un boom des matières premières. Ce contexte qui se traduit par une hausse des ressources publiques et de la capacité d'endettement des Etats nécessite l'adoption de règles budgétaires. Toutefois, ces règles doivent être flexibles et adaptées au contexte des pays africains ;
 3. l'opportunité pour les banques centrales, dans le cadre du financement du développement, de mettre en place des mécanismes mobilisant d'autres ressources que celles tirées de l'exploitation des matières premières qui ne sont pas des ressources renouvelables. Au niveau de la BCEAO, le choix a été fait de ne pas intervenir directement dans le financement des activités productives mais de renforcer et structurer le marché financier, en vue de permettre aux agents économiques de se financer dans les meilleures conditions. Les travaux engagés dans le cadre du Comité de Haut Niveau évoqué plus haut concernent également ces aspects.
-

Enfin, le troisième sous-thème intitulé « **Mutations du secteur financier, croissance économique et stabilité financière : Quelles réponses les Banques Centrales peuvent-elles apporter ?** » a montré l'importance de l'approfondissement du secteur financier pour garantir la croissance économique. En effet, l'approfondissement du secteur financier facilite la mobilisation des ressources nécessaires au financement des investissements porteurs de croissance. Toutefois il a été relevé que l'approfondissement financier peut comporter des risques de contagion.

Les débats autour de cette problématique ont permis de relever que pour des pays comme ceux de l'UEMOA, une attention particulière doit être accordée aux mesures visant l'inclusion financière, en vue d'élargir le champ des consommateurs de services bancaires et favoriser le développement des marchés financiers.

Ils ont également mis en relief le besoin d'une révision du modèle de supervision des systèmes financiers fondé jusque-là sur une approche exclusivement sectorielle. L'enjeu majeur est d'adopter une perspective macroprudentielle plus large, eu égard aux liens étroits existant entre les diverses composantes du système financier.

Au total, les travaux de ce Symposium ont mis en exergue des pistes d'actions dont la BCEAO pourrait s'inspirer comme repères dans les réflexions visant le renforcement de l'efficacité de la politique monétaire de la BCEAO et du financement des économies de l'Union.

Par ailleurs, les débats ont permis de souligner le besoin de solidarité et de discipline pour garantir la stabilité financière et la viabilité de l'UEMOA. En particulier, l'importance d'assurer une surveillance étroite des marchés des capitaux, notamment celui des dettes publiques, a été relevée.

Excellences, Messieurs les Présidents de la République

Honorables Invités

Mesdames et Messieurs,

Ces deux journées de travaux ont donc permis d'approfondir des questions essentielles de politique monétaire et financière, de partager les expériences des participants divers dont l'autorité et la qualité ont été reconnues par tous.

Je voudrais réitérer mes sincères remerciements à nos distingués invités et exprimer ma satisfaction pour la qualité des débats et la pertinence des recommandations.

Avec l'espoir que les contacts établis aujourd'hui seront maintenus et approfondis au cours des mois à venir, je vous souhaite un bon retour dans vos foyers respectifs.

Je vous remercie.

